

SUPPLEMENT DU 15 MAI 2020
AU PROSPECTUS D'EMISSIONS PAR OFFRE AU PUBLIC DE PARTS SOCIALES
WISE PAR L'AMF LE 05 JUILLET 2019 – VISA N°N°19-329

CAISSES LOCALES AFFILIÉES
À LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL NORD DE FRANCE

Sociétés coopératives à capital variable
régies notamment par les articles L. 511-1 et suivants et L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier
ainsi que par la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération

Siège social de la Caisse Régionale : 10, Avenue Foch – BP 369 – 59020 LILLE CEDEX
440 676 559 RCS LILLE

SUPPLEMENT DU 15 MAI 2020 AU PROSPECTUS ÉTABLI POUR L'OFFRE AU PUBLIC
DE PARTS SOCIALES EN DATE DU 05 JUILLET 2019

(En application de l'article 212-38-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

Le présent supplément (ci-après le "Supplément") concerne le prospectus d'émissions par offre au public de parts sociales des Caisses locales affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France pour lequel l'Autorité des Marchés Financiers a apposé le visa n°19-329 en date du 05 juillet 2019 (ci-après le "Prospectus") et doit être lu conjointement avec ce dernier. Les termes définis dans le Prospectus ont la même signification dans le présent Supplément.

A l'exception de ce qui figure dans le présent Supplément, aucun fait nouveau, erreur, ou inexactitude susceptible d'avoir une influence significative sur l'évaluation des parts sociales n'est survenu ou n'a été constaté depuis la publication du Prospectus.

En application de l'article 212-38-10 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, les sociétaires ayant souscrit des parts sociales avant la publication du présent supplément ont le droit de retirer leur acceptation pendant au moins deux jours de négociation après la publication du présent supplément à condition notamment que l'entrée en vigueur de la modification objet du présent supplément soit antérieure à la livraison des parts sociales souscrites. En conséquence, le délai de rétractation prend fin le 19 mai 2020.



En application de l'article 512-1 du Code monétaire et Financier et de l'article 212-38-8 de son règlement général, l'Autorité des marchés financiers a apposé le numéro d'approbation 20-200 en date du 15 mai 2020 sur le présent supplément au prospectus d'émissions par offre au public de parts sociales. Ce Supplément a été établi par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France et engage la responsabilité de ses signataires. L'approbation a été attribuée après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié "*si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes*". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce Supplément au prospectus d'émissions par offre au public de parts sociales et du Prospectus sont disponibles, sans frais, au siège social de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France.

Le présent Supplément au prospectus d'émissions par offre au public de parts sociales ainsi que le Prospectus sont également disponibles sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org et sur le site Internet de la Caisse régionale Nord de France : www.ca-norddefrance.fr

SOMMAIRE

1. EXPOSE	3
<u>1.1. Modifications apportées dans l'encadré figurant sur la 1^{ère} page du prospectus</u>	
<u>1.2. Modifications apportées dans le titre 4.2 du résumé - Montant de souscription</u>	
<u>1.3. Modifications apportées dans le titre 7 du résumé – paragraphe 7.1. - Facteurs de risque liés à la Caisse régionale Nord de France et le Groupe Crédit Agricole</u>	
<u>1.4. Modifications apportées dans le titre 1 du prospectus – Paragraphe 1.3 - Prix et montant de souscription</u>	
<u>1.5. Modifications apportées dans le titre 2 du prospectus– paragraphe 2.5 – sous-paragraphe 2.5.1. Facteurs de risque liés à la Caisse régionale Nord de France et le Groupe Crédit Agricole</u>	
2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE SUPPLEMENT 5	
<u>2.1. Personne responsable des informations contenues dans le supplément</u>	
<u>2.2. Attestation du responsable</u>	

1. EXPOSE

Le présent Supplément a pour objet d'actualiser le prospectus d'émissions par offre au public de parts sociales des Caisses locales affiliées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France pour lequel l'Autorité des Marchés Financiers a apposé le visa n°19-329 en date du 05 juillet 2019 et valable sur une période d'un an à compter de cette date, quant aux dispositions relatives au plafond maximum d'émissions par offre au public de parts sociales, ainsi qu'aux facteurs de risques de la Caisse régionale et du Groupe Crédit Agricole.

1.1. MODIFICATIONS APPORTEES DANS L'ENCADRE FIGURANT SUR LA 1^{ERE} PAGE DU PROSPECTUS

A la 1^{ère} page du prospectus, il est apporté les modifications suivantes dans l'encadré figurant sur cette page :

Offre au public de parts sociales
Par les Caisses locales affiliées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France
d'une valeur nominale unitaire de 1,53 €,
*Pour un montant maximal d'émissions de 180 millions d'euros par an
(Représentant 117 647 058 parts sociales)*

1.2. MODIFICATIONS EFFECTUEES DANS LE TITRE 4.2 DU RESUME – Montant de souscription :

À la page 6, le sous-paragraphe intitulé "Montant de souscription" figurant au point 4.2. du paragraphe 4 "PRIX ET MONTANT DE SOUSCRIPTION" est modifié comme suit :

4.2 Montant de souscription

Il est envisagé un montant maximal d'émissions de 180 millions d'euros par an, au niveau global pour l'ensemble des Caisses locales, représentant 117 647 058 parts sociales.

...

...

Le reste du sous-paragraphe reste inchangé.

1.3. MODIFICATIONS APPORTEES DANS LE TITRE 7 DU RESUME – SOUS-PARAGRAPHE 7.1. –

Page 8, il est ajouté le paragraphe suivant, sous le sous-paragraphe 7.1 intitulé "*Facteurs de risque liés à la Caisse régionale Nord de France et le Groupe Crédit Agricole,*" figurant au point 7 du résumé :

La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières du Groupe Crédit Agricole

En décembre 2019, une nouvelle souche du coronavirus (COVID-19) est apparue en Chine. Le virus s'est à ce jour propagé dans de nombreux pays à travers le monde, conduisant l'Organisation mondiale de la santé à qualifier la situation de pandémie en mars 2020. Cette pandémie a eu et devrait continuer à avoir des impacts défavorables significatifs sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle mondiale.

La propagation du COVID-19 et les mesures gouvernementales de contrôle et de restriction des déplacements mises en œuvre pour y répondre dans le monde entier ont perturbé les chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale et l'activité économique mondiale. Le marché est par

ailleurs entré dans une période de volatilité accrue. En conséquence de l'impact des mesures de confinement sur la consommation, des difficultés de production, de la perturbation des chaînes d'approvisionnement et du ralentissement des investissements, l'épidémie a engendré des chocs d'offre et de demande ayant résulté en un ralentissement marqué de l'activité économique. Les marchés financiers ont été affectés de manière significative, comme en attestent la dégringolade des indices boursiers, la chute du cours des matières premières et l'accroissement des spreads de crédit affectant de nombreux emprunteurs et émetteurs. L'ampleur de l'impact défavorable de la pandémie sur l'économie et les marchés à l'échelle mondiale dépendra, notamment, de sa durée et de son intensité, ainsi que de l'impact des mesures gouvernementales adoptées pour limiter la propagation du virus et les effets de ce dernier sur l'économie.

La pandémie et les effets qui en résultent sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle internationale sont susceptibles d'avoir un impact défavorable significatif sur les résultats des activités et la situation financière du Groupe Crédit Agricole. Cet impact inclut et pourrait inclure à l'avenir (1) une dégradation de la liquidité du Groupe Crédit Agricole (qui pourrait affecter son Ratio de Liquidité à Court terme(LCR)) due à divers facteurs comprenant notamment une augmentation des tirages des clients corporate sur les lignes de crédit et/ou une baisse du montant des dépôts, (2) une augmentation du coût du risque résultant de remises de dettes et de la détérioration des capacités de paiement des consommateurs, (3) une baisse des revenus imputable notamment à (a) un ralentissement de la production dans des secteurs tels que le crédit immobilier et le crédit à la consommation, (b) une baisse des revenus de commissions et de frais, conséquence notamment de la moindre collecte en gestion d'actifs et d'une baisse des commissions bancaires et d'assurance, ainsi qu'(c) une baisse des revenus dans la gestion d'actifs et l'assurance, (4) un risque accru de dégradation des notations suite aux revues sectorielles annoncées par certaines agences de notation, et (5) des actifs pondérés par les risques (*risk weighted assets ou RWAs*) plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque, qui pourraient à leur tour affecter la situation de capital du Groupe Crédit Agricole (et notamment son ratio de solvabilité).

Lors de la publication des résultats du premier trimestre 2020, Crédit Agricole S.A. a communiqué sur les impacts de la crise sanitaire liée au Covid-19. La crise a ainsi eu un impact sur l'activité de différents métiers du Groupe, dont (1) en gestion d'actifs, une décollecte nette en gestion d'actifs sur les clients Institutionnels et *Corporates* (-15,3 milliards d'euros) liée à des sorties en produits de trésorerie et au «*de risking*» des clients; (2) dans la banque de proximité en France, un ralentissement de la production des crédits (-5,8% sur le premier trimestre 2020 par rapport au premier trimestre 2019 pour LCL et -12,5% pour les Caisses régionales), une baisse de l'épargne hors bilan (-3,1%, sur un an pour LCL et -1,7% pour les Caisses régionales) notamment due à l'effet marché sur les titres et OPCVM ainsi qu'une baisse de la production commerciale en contrats d'assurance IARD (-39,5% de nouveaux contrats); (3) en crédit à la consommation, une baisse de la production commerciale (-13%); (4) dans la Banque de financement et d'investissement, une hausse des tirages des lignes de crédit (32% à fin mars vs. 18% à fin février) qui se sont ensuite stabilisés et avec un taux important de conversion en dépôts.

En termes de résultat brut d'exploitation, la crise a principalement eu pour impact une baisse des revenus liée aux effets marché défavorables, en particulier dans les Caisses régionales (forte baisse liées aux valorisations de fin de trimestre) et dans l'assurance (notamment -246 millions d'euros d'impact de la juste valeur par résultat et -60 millions d'euros liés aux provisions techniques réglementaires sur les contrats UC).

L'impact principal de la crise ce trimestre sur le compte de résultat du Groupe Crédit Agricole a été la hausse du coût du risque. Conformément à la norme IFRS9, les niveaux de provisionnements sur les encours *buckets* 1 et 2 (encours sains) ont été révisés afin de prendre en compte la dégradation de l'environnement ainsi que l'effet attendu des mesures publiques. Cela a donné lieu à des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et sur les portefeuilles d'entreprises, ainsi qu'à des compléments spécifiques sur certains secteurs ciblés (tourisme, automobile, aéronautique, grande distribution textile, énergie, supply chain). Ainsi sur le premier trimestre 2020, le Groupe Crédit Agricole a enregistré un coût du risque de 930 millions d'euros, soit 3,3 fois celui du premier trimestre

2019, 61% de la hausse étant relative au provisionnement des encours sains.

Rapportée aux encours et annualisée, cette charge du coût du risque représente 40 points de base. Sur les métiers du Groupe Crédit Agricole, le coût du risque annualisé rapporté aux encours représente 23 points de base pour les Caisses régionales, 31 points de base pour LCL, 74 points de base pour CA Italia, 180 points de base pour CA-CF et 51 points de base pour la Banque de financement.

Enfin, en termes de solvabilité, la crise a eu pour principaux impact sur le ratio de CET1 du Groupe Crédit Agricole, outre un niveau de résultat plus modeste (cf. supra), une baisse des réserves OCI à hauteur de -18 points de base liée aux effets marché négatifs (indices actions et spreads de crédit) ainsi qu'une hausse des RWA -34 points de base) en particulier dans la Banque de financement et d'investissement du fait des tirages de lignes (2,1 milliards d'euros), des dégradations de notations (0,4 milliard d'euros) ainsi que des effets marché également (4,4 milliards d'euros).

1.4. MODIFICATIONS APPORTEES DANS LE TITRE 1 DU PROSPECTUS – PARAGRAPHE 1.3 - Prix et montant de souscription

A la page 14, le sous-paragraphe "Montant de souscription" figurant au paragraphe 1.3. "Prix et montant de souscription" est modifié comme suit :

Montant de souscription

Il est envisagé un montant maximal d'émissions de 180 millions d'euros par an, au niveau global pour l'ensemble des Caisses locales, représentant 117 647 058 parts sociales.

Le reste du sous-paragraphe demeurant inchangé.

1.5. MODIFICATIONS APPORTEES DANS LE TITRE 2 DU PROSPECTUS– PARAGRAPHE 2.5 – SOUS-PARAGRAPHE 2.5.1. - Facteurs de risque liés à la Caisse régionale Nord de France et le Groupe Crédit Agricole

Page 18, il est ajouté le paragraphe suivant, sous le sous-paragraphe 2.5.1 intitulé "*Facteurs de risque liés à la Caisse régionale Nord de France et le Groupe Crédit Agricole*", figurant au point 2.5 du prospectus :

La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières du Groupe Crédit Agricole

En décembre 2019, une nouvelle souche du coronavirus (COVID-19) est apparue en Chine. Le virus s'est à ce jour propagé dans de nombreux pays à travers le monde, conduisant l'Organisation mondiale de la santé à qualifier la situation de pandémie en mars 2020. Cette pandémie a eu et devrait continuer à avoir des impacts défavorables significatifs sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle mondiale.

La propagation du COVID-19 et les mesures gouvernementales de contrôle et de restriction des déplacements mises en œuvre pour y répondre dans le monde entier ont perturbé les chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale et l'activité économique mondiale. Le marché est par ailleurs entré dans une période de volatilité accrue. En conséquence de l'impact des mesures de confinement sur la consommation, des difficultés de production, de la perturbation des chaînes d'approvisionnement et du ralentissement des investissements, l'épidémie a engendré des chocs d'offre et de demande ayant résulté en un ralentissement marqué de l'activité économique. Les marchés financiers ont été affectés de manière significative, comme en attestent la dégringolade des indices boursiers, la chute du cours des matières premières et l'accroissement des spreads de crédit affectant de nombreux emprunteurs et émetteurs. L'ampleur de l'impact défavorable de la pandémie sur l'économie et les marchés à l'échelle mondiale dépendra, notamment, de sa durée et de son

intensité, ainsi que de l'impact des mesures gouvernementales adoptées pour limiter la propagation du virus et les effets de ce dernier sur l'économie.

La pandémie et les effets qui en résultent sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle internationale sont susceptibles d'avoir un impact défavorable significatif sur les résultats des activités et la situation financière du Groupe Crédit Agricole. Cet impact inclut et pourrait inclure à l'avenir (1) une dégradation de la liquidité du Groupe Crédit Agricole (qui pourrait affecter son Ratio de Liquidité à Court terme(LCR)) due à divers facteurs comprenant notamment une augmentation des tirages des clients corporate sur les lignes de crédit et/ou une baisse du montant des dépôts, (2) une augmentation du coût du risque résultant de remises de dettes et de la détérioration des capacités de paiement des consommateurs, (3) une baisse des revenus imputable notamment à (a) un ralentissement de la production dans des secteurs tels que le crédit immobilier et le crédit à la consommation, (b) une baisse des revenus de commissions et de frais, conséquence notamment de la moindre collecte en gestion d'actifs et d'une baisse des commissions bancaires et d'assurance, ainsi qu'(c) une baisse des revenus dans la gestion d'actifs et l'assurance, (4) un risque accru de dégradation des notations suite aux revues sectorielles annoncées par certaines agences de notation, et (5) des actifs pondérés par les risques (*risk weighted assets ou RWAs*) plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque, qui pourraient à leur tour affecter la situation de capital du Groupe Crédit Agricole (et notamment son ratio de solvabilité).

Lors de la publication des résultats du premier trimestre 2020, Crédit Agricole S.A. a communiqué sur les impacts de la crise sanitaire liée au Covid-19. La crise a ainsi eu un impact sur l'activité de différents métiers du Groupe, dont (1) en gestion d'actifs, une décollecte nette en gestion d'actifs sur les clients Institutionnels et *Corporates* (-15,3 milliards d'euros) liée à des sorties en produits de trésorerie et au «*de risking*» des clients; (2) dans la banque de proximité en France, un ralentissement de la production des crédits (-5,8% sur le premier trimestre 2020 par rapport au premier trimestre 2019 pour LCL et -12,5% pour les Caisses régionales), une baisse de l'épargne hors bilan (-3,1%, sur un an pour LCL et -1,7% pour les Caisses régionales) notamment due à l'effet marché sur les titres et OPCVM ainsi qu'une baisse de la production commerciale en contrats d'assurance IARD (-39,5% de nouveaux contrats); (3) en crédit à la consommation, une baisse de la production commerciale (-13%); (4) dans la Banque de financement et d'investissement, une hausse des tirages des lignes de crédit (32% à fin mars vs. 18% à fin février) qui se sont ensuite stabilisés et avec un taux important de conversion en dépôts.

En termes de résultat brut d'exploitation, la crise a principalement eu pour impact une baisse des revenus liée aux effets marché défavorables, en particulier dans les Caisses régionales (forte baisse liées aux valorisations de fin de trimestre) et dans l'assurance (notamment -246 millions d'euros d'impact de la juste valeur par résultat et -60 millions d'euros liés aux provisions techniques réglementaires sur les contrats UC).

L'impact principal de la crise ce trimestre sur le compte de résultat du Groupe Crédit Agricole a été la hausse du coût du risque. Conformément à la norme IFRS9, les niveaux de provisionnements sur les encours *buckets* 1 et 2 (encours sains) ont été révisés afin de prendre en compte la dégradation de l'environnement ainsi que l'effet attendu des mesures publiques. Cela a donné lieu à des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et sur les portefeuilles d'entreprises, ainsi qu'à des compléments spécifiques sur certains secteurs ciblés (tourisme, automobile, aéronautique, grande distribution textile, énergie, supply chain). Ainsi sur le premier trimestre 2020, le Groupe Crédit Agricole a enregistré un coût du risque de 930 millions d'euros, soit 3,3 fois celui du premier trimestre 2019, 61% de la hausse étant relative au provisionnement des encours sains.

Rapportée aux encours et annualisée, cette charge du coût du risque représente 40 points de base. Sur les métiers du Groupe Crédit Agricole, le coût du risque annualisé rapporté aux encours représente 23 points de base pour les Caisses régionales, 31 points de base pour LCL, 74 points de base pour CA Italia, 180 points de base pour CA-CF et 51 points de base pour la Banque de financement.

Enfin, en termes de solvabilité, la crise a eu pour principaux impact sur le ratio de CET1 du Groupe Crédit Agricole, outre un niveau de résultat plus modeste (cf. supra), une baisse des réserves OCI à

hauteur de -18 points de base liée aux effets marché négatifs (indices actions et spreads de crédit) ainsi qu'une hausse des RWA -34 points de base) en particulier dans la Banque de financement et d'investissement du fait des tirages de lignes (2,1 milliards d'euros), des dégradations de notations (0,4 milliard d'euros) ainsi que des effets marché également (4,4 milliards d'euros).

2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE SUPPLEMENT AU PROSPECTUS

2.1 Personne responsable des informations contenues dans le Supplément

- M. Christian VALETTE, Directeur Général de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France.

2.2. Attestation du Responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Supplément au prospectus d'émissions par offre au public de parts sociales sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Lille, le 15/05/2020

Le Directeur Général



Christian VALETTE